

Publié le 29 octobre 2015 à 00h30 | Mis à jour le 29 octobre 2015 à 00h30

Grèves: le Québec vivra une première



En 20 ans d'implication dans le milieu communautaire, Nancy Bouchard du TROC n'a jamais vu une telle mobilisation.
Photo Le Quotidien, Rocket Lavoie



Laura Lévesque

Le Quotidien

Une centaine d'organismes communautaires de la région interrompent leurs services, les 2 et 3 novembre, pour dénoncer les mesures d'austérité et revendiquer un financement plus adéquat. Au Québec, près de 900 organismes fermeront ainsi leurs portes pour protester contre le «démantèlement du filet social». Du jamais vu.

«Ça fait au-dessus de 20 ans que je suis dans le milieu et c'est la première fois qu'on fait une action aussi importante dans la région et au Québec. C'est vraiment une première. Et ça démontre que les groupes en ont vraiment assez», exprime d'emblée Nancy Bouchard, directrice de la Table régionale des organismes communautaires du Saguenay-Lac-Saint-Jean (TROC).

Les organismes qui doivent respecter la loi sur les services essentiels, notamment les centres d'hébergement, ne peuvent pas mettre la clé dans la porte. Mais ces organisations iront assez loin pour se faire attendre, assure Mme Bouchard.

«Ils ne peuvent quand même pas mettre les gens dehors. Ils doivent tenir un minimum de services. Mais ils feront des actions et iront au maximum de ce que la loi permet. Ça peut donc être de courtes interruptions.»

Le milieu communautaire revendique depuis des années un meilleur financement. Mais après les nombreuses pétitions, les campagnes de sensibilisation, les rencontres avec les élus, les témoignages et les manifestations, la grève sociale de deux jours semble la dernière option pour les organismes.

«Le sous-financement a toujours été présent. Mais actuellement, il est plus important compte tenu des mesures d'austérité. Ça fragilise les organismes qui sont déjà en sous-financement. Les personnes les plus vulnérables subissent les impacts. Mais là, la classe moyenne y goûte aussi. Si en éducation, les services particuliers sont coupés, où envoient-ils le monde? Dans les organismes communautaires. Des organismes qui sont déjà épuisés et qui doivent faire face à une hausse de la clientèle», constate Mme Bouchard.

Impacts de la grève sociale

Si certains croient que les grèves ne sont que symboliques, celle-ci ne passera pas comme lettre à la poste, prévient la directrice de la TROC.

«Tout le monde connaît une personne qui a besoin d'un groupe communautaire, que ça soit en petite enfance, en santé, en alimentation. Donc, lundi et mardi, il y aura des impacts. La dernière interruption de service qu'on a fait, c'est l'an dernier. Les groupes avaient cessé de fonctionner pendant trois heures. J'avais ensuite reçu un appel de l'Agence de la santé. Ils nous ont demandé de ne plus faire ça, car il y avait eu beaucoup trop d'appels. Ça avait débordé. Parce qu'en étant fermé, on référerait les gens à Info-santé», raconte Mme Bouchard.

Et si cette grève sociale ne fait pas changer d'idée le gouvernement libéral, le milieu communautaire n'écarte pas l'idée de retourner en grève, mais sur une plus longue période, de quatre à six jours.



Manon Girard, d'Accès conditions vie Lac-Saint-Jean-Est, entourée de Caroline Girard, adjointe à la solidarité et Nadia Bolduc, intervenante, prennent quelques minutes pour fabriquer des mains rouges, symboles de la protestation.

Photo Le Quotidien, Laura Lévesque

«On a atteint nos limites»

«Le communautaire est souvent vu comme doux, pacifique, à la recherche de consensus. Mais là, c'est assez. On a atteint nos limites».

Comme une centaine d'autres organismes de la région, Accès conditions vie Lac-Saint-Jean-Est, qui assure la défense des droits des personnes assistées sociales et à faible revenu, fermera ses portes lundi et mardi prochain. Pour la coordonnatrice de l'organisation, Manon Girard, le temps est venu de hausser le ton. «Les gens cognent de plus en plus ici et ils ont faim, vraiment faim. Oui, on met beaucoup d'argent sur les saines habitudes de vie. Mais nos gens n'ont même pas les moyens de les avoir. Avant, il y avait les pommes qui n'étaient pas chères. Maintenant, ils ne sont plus capables de s'en acheter», constate tristement Manon Girard.

Et selon cette dernière, ce n'est pas uniquement la clientèle des organismes qui souffre en ce moment.

«La population n'arrive plus, les gens qu'on dessert n'arrivent plus. Mais nous aussi, en tant qu'employés, on n'arrive pas. Comme on est femme et généreuse, on presse le citron au maximum pour répondre aux besoins.»

L'avenir de cet organisme, comme tous les autres en défense collective des droits, reste incertain au-delà de mars 2016. Québec n'a toujours pas confirmé le renouvellement du financement pour ce type d'organisation, dont fait également partie Loge m'entraide. «Comme tous les groupes, on vit dans l'incertitude en ce moment. Si le gouvernement n'annonce pas le renouvellement de notre subvention, ce sera la clé dans la porte», annonce d'emblée Sonia Côté, coordonnatrice de Loge m'entraide, précisant qu'en plus du renouvellement du financement, le milieu réclame un rehaussement de 40 millions.

Mais les groupes communautaires en santé et services sociaux goûtent aussi aux mesures «d'austérité», pointe Louise Mac Kay, directrice du centre d'intervention familiale Le Transit.

«On ne pourra pas maintenir tous nos services avec un budget amputé et un financement qui stagne. Il va falloir réviser nos services. Et ce sont des décisions déchirantes que nous devons prendre, car on voit bien qu'il y a des besoins. Et en plus, je considère qu'on ne fait pas partie des pires organismes en matière de financement. Mais on n'est plus capable», témoigne la directrice du centre jonquiérois, qui reçoit de plus en plus de demandes de parents depuis les coupes en éducation.

Même son de cloche du côté du Centre de femmes Mieux-être de Jonquière, où les demandes ont explosé. «On est bondé de références du CLSC. La situation est de pire en pire, mais on n'a pas plus de financement. On a la même équipe depuis le début. On n'est pratiquement plus capable de poursuivre notre mission», mentionne Josée Gagnon, coordonnatrice du centre.

[Détente](#)

[Avis de décès](#)

[Archives](#)

[Petites annonces](#)

[Plan du site](#) [Modifier votre profil](#) [Foire aux questions](#) [Nous joindre](#) [Conditions d'utilisation](#) [Politique de confidentialité](#)